



FLASH INFO N°13



Révision Générale des Politiques Publiques Le voile se lève sur l'Organisation Territoriale de l'Etat (OTE)

Nous connaissons des morceaux du puzzle, pas l'architecture globale des structures de l'Etat au niveau des régions et des départements. Cela est chose faite après la réunion du 3^{ème} Conseil de Modernisation le 11 juin 2008*.

LE NIVEAU REGIONAL

Les structures seront organisées autour du Préfet de région, leur nombre passera de 18 à 8 (dont 7 Directions Régionales).

La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) est confirmée avec l'adjonction du Service Régional de la DDSV du département chef lieu de région.

La DRAAF sera chargée du pilotage et de la cohésion des politiques du MAP. Cette direction constituera l'échelon régional de l'office unique. La mise en place se fera au 1^{er} janvier 2009 pour être opérationnelle avant fin 2009.

LE NIVEAU DEPARTEMENTAL

Les structures seront organisées autour du Préfet de département, leur nombre passera de 13 à 5 (dont 3 ou 4 Directions Départementales).

Au niveau de l'Agriculture, la DDEA est confirmée, mais elle servira de base à une Direction Départementale des Territoires (DDEA + Service environnement des Préfectures).

La DDSV constituera le cœur d'une Direction Départementale de la Protection de la Population (DDPP), dans laquelle feront partie les unités départementales de la CCRF (Concurrence Consommation et Répression des fraudes) et une partie des ex DDASS et DDJS, sauf dans les départements où se justifiera la création de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.

Une circulaire du Premier Ministre aux Préfets organisera la stabilisation des structures avant la fin de l'année.

D'autres décisions ont été prises qui concernent le MAP et ses agents:

- Recentrage des Haras Nationaux sur les seules missions de service public, au travers d'un plan progressif sur 5 ans et son évolution vers un office du cheval. Son rapprochement avec l'Ecole Nationale d'Equitation est envisagé.
- Intégration de l'IFN dans l'ONF
- Adaptation du financement des contrôles sanitaires officiels à la nouvelle législation communautaire.

Commentaire du SNTMA FO:

Si la création des DRAAF ou la confortation des DDEA est annoncée, la nouveauté ou plutôt un des scénarii possibles est confirmé.

Le projet OSE se transforme en une Organisation Territoriale de l'Etat bien réelle!

La DDEA était la partie visible de l'iceberg, la restructuration nécessaire avant de dévoiler les réelles structures et l'organisation de l'Etat dans les régions et départements.

Notre avis ne change pas sur les objectifs. On réduit le nombre des structures pour mutualiser au maximum les moyens et recentrer les missions sur le service public régalién. Ces missions ne sont même pas garanties. L'usager a bon dos quand on nous annonce plus d'efficacité ou de réactivité. Encore faudrait-il qu'il reste des structures de proximité et des fonctionnaires pour effectuer ces missions.

Même si ces restructurations ont une certaine logique et que par principe nous ne sommes pas contre les réformes, cette marche forcée à plus d'efficacité (!!) s'apparente à un démantèlement du Service Public auquel pourtant les citoyens sont très attachés.

Nous continuons à rejeter globalement ces réformes.

Pour la "Sécurité Alimentaire", nous ne sommes plus sur la création d'une structure type DDEA avec fusion de 2 directions, mais plutôt dans la transformation des MISSA en DISSA (Direction Interservices de la Sécurité Alimentaire). Chaque structure (DDSV, UDCCRF, DDASS alimentaire) garderait ses spécificités mais dans la structure Direction Départementale de la Protection de la Population (DDPP) avec à sa tête un Directeur.

Les questions de type organisation, fonctionnement, dialogue social, etc dans la DDPP ne sont pas encore abordées, mais il est vraisemblable dans un premier temps que le secrétariat général des DDSV reste commun avec celui des futures DDEA. Il est vraisemblable comme pour les DRAAF et les DDEA, que les DDSV soient amenées à se rapprocher physiquement à la fois du Préfet mais aussi des Fraudes et de la partie DDASS concernée.

Comme nous ne sommes pas dans la création d'une direction départementale par fusion, il est possible qu'il n'y ait pas d'expérimentation dans les 18 départements déjà retenus, mais plutôt une mise en place progressive de la DDPP sous l'égide du Préfet de département.

Cette restructuration conforte malgré tout la place de la DDSV au cœur de la Sécurité Alimentaire.

Néanmoins il est inquiétant de lire que le Préfet de département aura les outils budgétaires ad hoc pour mutualiser les moyens de fonctionnement entre les différentes directions à l'exception des crédits de personnel (pour combien de temps!).

Le SNTMA FO au sein de l'USFOMA restera, comme pour la création des DDEA, très attentif à la mise en place des DRAAF et des DDPP.

Comme nous serons sur des types d'organisations différentes, nous expertiserons avec votre aide les propositions et combattront avec vous celles qui nous paraissent contraires avec l'intérêt des agents, mais aussi des usagers.

A suivre...

**** Vous trouverez le dossier complet sur le site internet www.rgpp.modernisation.gouv.fr***